

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 26 AVRIL 2017

SOMMAIRE

- 1) La bataille se prépare
- 2) Comme d'hab !
- 3) Ils vont voter pour...
- 4) Elle la ramène la nièce...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Les syndicats en ordre de bataille contre le FN



Manifestation Paris PER G.Diez

La question d'un 1er-Mai syndical unitaire fait l'objet de tractations entre les différentes organisations.

LE MONDE Par Michel Noblecourt

Dès le soir du premier tour, dimanche 23 avril, la CFDT a appelé à « se mobiliser pour battre la candidate du Front national, dimanche 7 mai, et donc à voter pour Emmanuel Macron ». Pour la centrale de Laurent Berger, les idées du parti frontiste constituent « une menace pour la démocratie, la justice sociale et l'égalité ». Les résultats du premier tour, ajoute-t-elle, « montrent un pays profondément divisé et en attente d'une dynamique porteuse de progrès social pour tous », ce qui « pose une exigence envers le futur président de la République ».

M. Berger a participé, lundi 24 avril, avec SOS-Racisme et d'autres associations, à un « rassemblement républicain pour la démocratie » place de la République, à Paris. La CFDT a condamné les actes de « vandalisation » contre son siège dimanche. La CGT, l'UNSA et la CFTC ont exprimé leur solidarité.

Interrogé sur l'attitude de la CGT en cas de présence de Marine Le Pen au second tour, son secrétaire général, Philippe Martinez, avait répondu au Monde (daté du 22 avril) : « On est en réflexion », tout en confirmant son « opposition résolue au Front national ». Lundi 24 avril, l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT-CGT) a affirmé qu'« il faut, sans hésiter, barrer la route au Front national et faire du deuxième tour un vote d'élimination ». Elle souhaite dire à l'occasion du 1er Mai qu'« Emmanuel Macron n'aura pas de mandat pour démanteler l'Etat social et généraliser la loi travail ».

« Aucune consigne » pour FO

Sortant de sa « réserve habituelle », la CFTC a appelé, sans citer le nom de M. Macron, à « faire barrage à l'extrême droite ». La centrale chrétienne « ne peut se résoudre à l'arrivée au pouvoir d'une force politique dont l'action conduit directement ou indirectement à favoriser les systèmes totalitaires ou xénophobes et racistes ». Cette prise de position permet à la CFTC de tourner la page après les remous suscités par la présence de son vice-président, Joseph

de La Manif pour tous aux côtés de Marion Maréchal-Le Pen, députée FN du Vaucluse, puis par l'association de son syndicat de policiers, à laquelle elle a mis fin en janvier, avec la Fédération professionnelle indépendante de la police, étiquetée à l'extrême droite.

De son côté, Solidaires « réaffirme que pas une voix ne doit aller au FN » mais récuse tout « soutien à une politique libérale et répressive ». Le syndicat Alliance Police nationale, affilié à la CFE-CGC, « invite à voter contre la candidate du Front national », sans citer M. Macron. Comme en 2002, les syndicats sont en ordre de bataille contre le parti frontiste, à l'exception de FO. Son secrétaire général, Jean-Claude Mailly, a redit, sur France Inter, qu'il « ne donne aucune consigne de vote », tout en soulignant que la présence de Mme Le Pen au second tour est « un problème démocratique », et en rappelant son « rejet de tout racisme, xénophobie ou antisémitisme ». La question d'un 1er Mai syndical unitaire fait l'objet de tractations.

Michel Noblecourt
Journaliste au Monde

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Changer pour ne rien changer? Mais battre l'extrême droite

L'élection présidentielle est décidément la « mère des batailles ». Contrairement aux pronostics, elle est toujours celle qui mobilise le plus. L'abstention n'est pas en hausse. Les affaires n'ont pas dégouté les Français. Mais elle est en même temps, le triangle des Bermudes des illusions perdues.

Après un quinquennat, où l'ennemi était censé être la finance, voilà qu'un représentant de cette même finance va être élu Président. Ce triomphe de la maxime du Comte de Lampedusa : «Tout changer pour ne rien changer» a quelque chose de désespérant. Pour ma part, ayant vécu, en première ligne, le 21 avril 2002, je suis abasourdi par ce nouvel échec de la démocratie, mais, comme au soir de cette funeste journée, j'appelle à voter Emmanuel Macron pour faire barrage à l'extrême droite encore plus forte qu'il y a quinze ans. Face à une telle situation, il n'y a pas d'hésitation possible et pas besoin d'attendre je ne sais quelle « consultation » des électeurs. Quand l'urgence démocratique est là, on répond aussitôt présent. Mais ce premier tour n'est pas seulement un mauvais remake d'il y a 15 ans ; il pose aussi les bases d'un bouleversement politique historique :

- Les partis de gouvernement au sens strict, qui ont dominé la vie politique depuis le début de la Vème République sont en chute libre. Disposer d'un parti réduit à une machine électorale, mais totalement hors-sol et divisé sur ses orientations, n'est plus désormais une garantie pour gagner l'élection. Deux mouvements, comme « En Marche » et « la France Insoumise », ont émergé dans la compétition alors qu'ils n'existaient pas il y a seulement un an. Cette rencontre entre l'incarnation d'un homme et l'horizontalité des réseaux sociaux, comme Bernie Sanders aux USA ou Podemos en Espagne, est inédite. Elle aura des répercussions à court terme sur la recomposition politique.

L'irruption citoyenne est une disruption dans le système politique français. Et la rénovation annoncée par les primaires n'était qu'un leurre. Choisir un homme providentiel tous les cinq ans, sur un casting, pour faire le contraire durant un quinquennat, renforce la monarchie présidentielle.

- Les scores de Fillon et de Le Pen montrent que l'éthique, l'honnêteté et la vertu ne pèsent que marginalement dans le choix des électeurs. Là encore, la France est une exception politique. La corruption des élites est certes dénoncée à longueur d'antennes ou de colonnes, mais elle n'est pas considérée par les Français comme éliminatoire. Cette prime à l'indécence se prolongera sans doute localement, dans les élections législatives.

Deux des trois premiers sont mis en examen « mais bon, il faut faire avec » semblent nous dire ceux qui par millions les ont plébiscités dans les urnes. Pourtant, la corruption ne se réduit pas aux

frasques de Pénélope ni aux petits arrangements de la famille Le Pen. Elle est une composante structurelle du « système », mot valise, certes, mais qui se traduit au quotidien : les costumes de monsieur Fillon sont payés au prix du néocolonialisme de la Françafrique. Les lobbies du BTP, du nucléaire, des industries chimiques et de l'agrobusiness attendent du prochain président qu'il « libère » l'économie des normes environnementales « insupportables », qui les empêchent de réaliser encore plus de profits. Quant aux banques, elles veulent le beurre et l'argent du beurre, c'est-à-dire aucun contrôle et voir leur avenir garanti par les Etats. Comme après la crise de 2008.

- La gauche est désormais divisée entre trois pôles : la gauche sociale libérale a désormais fusionné avec la droite libérale sociale. Ce que la troisième force de « Monsieur X », Gaston Defferre, n'avait pu réaliser en 1965, là où François Bayrou a échoué trois fois, Emmanuel Macron a réussi. Ce néo-centrisme sera rejoint par un PS dévitalisé, qui s'est évertué à torpiller Benoît Hamon, devenu le candidat de la social-écologie, dans laquelle nous nous reconnaissons, et l'a précipité dans une bérézina où il aura entraîné les écologistes d'EELV. Si la campagne de Benoit Hamon a été courageuse, son résultat est inférieur à celui des deux écologistes de 2002, Corinne Lepage et moi-même, qui avions totalisé 7,13% des voix... Evidemment, la refondation de l'écologie politique s'impose. Il va lui falloir choisir son avenir, maintenant qu'elle est libérée de l'hypothèque PS.

- Jean-Luc Mélenchon gagne son match face à Benoit Hamon, par KO, mais au prix d'une division qui l'aura empêché d'être présent au second tour. C'est maintenant à lui de démontrer sa capacité de rassembler et de construire une force de gauche et écologiste, à la hauteur de la dynamique qu'il a su créer avec la France insoumise. Malheureusement, son refus obstiné de choisir pour le deuxième tour ne plaide pas pour cette perspective.

Certes, il a réussi son pari : marginaliser le PS, souder l'électorat des jeunes diplômés des grandes villes, des habitants des banlieues et d'une partie des classes populaires et moyennes (en particulier les employés et les fonctionnaires et une partie des ouvriers), mais voudra-t-il créer avec nous les conditions d'un rassemblement aux législatives, qui permette l'émergence d'une force politique écologiste et sociale que nous avons commencé à construire avec Benoît Hamon ? Cela n'a rien d'évident.

- En choisissant Emmanuel Macron, les Français ont décidé de renouveler la garde-robe. Mais le prix des costumes va être salé ! Et ils vont s'apercevoir qu'ils risquent une purge sociale d'une ampleur inégalée. Emmanuel Macron représente les Français qui se retrouvent dans sa politique libérale et se considèrent comme favorisés par la mondialisation. S'il veut appliquer son projet (retraite par points, démantèlement du Code du travail par ordonnances, poursuite du nucléaire, construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-landes, soutien à la directive des travailleurs détachés...), sa probable élection risque d'aggraver la fracture sociale entre deux France devenues irréconciliables. Son premier geste : aller dîner avec ses amis dans une grande Brasserie parisienne, rappelle le Fouquet's de Sarkozy. Changer de restaurant n'efface en rien le symbole terrible dans l'esprit des Français qu'une nouvelle caste risque de succéder à une autre. On a envie de dire à Emmanuel Macron : « Ne jouez pas avec le feu, ne déclenchez pas l'incendie ! »

- Dès lors, la question se pose : comment reconstruire une politique bienveillante, de réconciliation, qui retisse du lien social, du commun, de la coopération. Avec ce choix entre la candidate de la peur et de la xénophobie et le candidat du marketing et des marchés, la frustration de beaucoup risque de s'accroître. Ce qui s'est passé le 21 avril 2002 risque de provoquer les mêmes effets. Le 21 avril, à 20 h 10, j'avais appelé sans hésiter à battre Jean-Marie Le Pen et à voter Jacques Chirac. Ce que ce dernier a fait de la vague qui l'avait porté au pouvoir a permis de créer les conditions de la progression du Front National. Je ne retire rien à mon appel d'alors mais je mesure la déception de celles et de ceux qui ont cru que « rien ne serait plus jamais comme avant » après ce choc. Une fois de plus, le deuxième tour va se jouer sur le dos de tous ceux qui se sentent oubliés et méprisés au plus profond d'eux-mêmes.

C'est pourquoi, si j'appelle de nouveau à tout faire pour battre Marine Le Pen, je comprends la colère de tous ceux qui ne se retrouvent pas dans ce duel annoncé. En 2022, 20 ans après le 21 avril, le FN risque d'arriver au pouvoir, parce que nous aurons abandonné sur le bord du chemin la majorité de nos concitoyens. Je ne peux m'y résoudre.

Le 7 mai, j'irai voter Macron contre le Pen, sans joie et sans illusion, mais pour qu'il ne manque pas une voix contre l'extrême droite.

III) Présidentielle : Les Républicains appellent à voter Macron (sans prononcer son nom)



Christian Jacob, François Baroin et Jean-François Copé, lundi 24 avril à Paris. - SIPA

Par Louis Hausalter

Le bureau politique du parti Les Républicains a appelé ce lundi "à voter contre Marine Le Pen", à l'issue d'un débat houleux.

Service minimum. Au lendemain de l'élimination de François Fillon au premier tour de l'élection présidentielle, le bureau politique du parti Les Républicains s'est réuni lundi 24 avril, au siège parisien du mouvement, pour s'accorder sur une position commune. Le candidat défait a ouvert la réunion par une brève déclaration annonçant son retrait, avant de repartir illico, laissant les responsables de la droite débattre de la délicate échéance du second tour.

A l'issue d'un « débat houleux », selon un participant, le bureau politique a accouché d'un bref communiqué appelant « à voter contre Marine Le Pen » et précisant que « l'abstention ne peut être un choix ». Un texte plus timide que la déclaration de François Fillon après sa défaite. Dimanche soir, le candidat a annoncé qu'il voterait « en faveur d'Emmanuel Macron » car « il n'y a pas d'autre choix que de voter contre l'extrême droite ».

Un compromis pour sauver le parti

« C'était très difficile. On a bataillé dur pour faire plier Laurent Wauquiez, Eric Ciotti et d'autres qui voulaient laisser la liberté de vote », confie un député LR présent. A l'inverse, d'autres participants comme Xavier Bertrand, Christian

Estrosi, Jean-François Copé, Nathalie Kosciusko-Morizet, Bruno Le Maire ou Jean-Pierre Raffarin ont plaidé pour une position plus claire, appelant explicitement à voter Emmanuel Macron, dont le nom est absent du communiqué final. Certains d'entre eux se sont d'ailleurs empressés de faire savoir leur désaccord. « Rien n'a été décidé », a ainsi déploré Christian Estrosi sur CNews. De son côté, NKM regrette dans un communiqué « que le bureau politique n'ait pas validé une position plus claire » et « appelle sans ambiguïté à voter pour Emmanuel Macron ».

Le résultat des débats fait donc figure de plus petit dénominateur commun. « C'est un bon compromis qui préserve l'unité du parti, juge un autre membre du bureau politique. Les consignes de vote, c'est la politique à la papa. Si on entre là-dedans, Les Républicains, c'est terminé. Il faut faire confiance aux Français. Exprimer des positions individuelles suffit. »

La dernière fois que la droite avait dû se prononcer sur la question, c'était dans l'entre-deux-tours des élections régionales de 2015. Le parti présidé par Nicolas Sarkozy avait alors opté pour le « ni retrait, ni fusion » des listes arrivées troisièmes, refusant le « front républicain » adopté par la gauche pour faire battre le FN. Cette fois, la droite érige un (timide) barrage contre Marine Le Pen. Sans aucune garantie que les électeurs de François Fillon suivent...



IV) Maréchal-Le Pen: "rien à voir" entre le FN et Mélenchon

Marion Maréchal-Le Pen a opposé mardi "la vision de la société" proposée par le FN à "celle de Jean-Luc Mélenchon", malgré les...

Marion Maréchal-Le Pen a opposé mardi "la vision de la société" proposée par le FN à "celle de Jean-Luc Mélenchon", malgré les appels de son parti aux électeurs de La France insoumise.

"La vision de la société que nous proposons n'a rien à voir avec celle de Jean-Luc Mélenchon", a affirmé la nièce de Marine Le Pen dans un entretien à l'hebdomadaire Famille chrétienne.

La députée Front national a reconnu que son parti partageait avec Jean-Luc Mélenchon l'idée d'"une économie protégée" et la lutte "contre la financiarisation". Mais elle a accusé le candidat de La France insoumise d'être "le chantre de l'immigration" : "Avec lui, c'est le triomphe du laxisme et du multiculturalisme", a fustigé Mme Maréchal-Le Pen.

Le Front national tente pourtant de convaincre les électeurs de M. Mélenchon de choisir Marine Le Pen au second tour. Son vice-président Florian Philippot, a estimé mardi que "beaucoup d'électeurs" de La France insoumise pouvaient voter pour la candidate FN, affirmant qu'ils n'accepteront pas de voter pour Emmanuel Macron, "un ministre ultralibéral de Hollande".

Après les résultats du premier tour, le secrétaire général du FN Nicolas Bay a lui opposé "patriotes contre mondialistes, défenseurs du système contre rénovateurs, eurobéats contre croyants en la France" et "zéloteurs de Mme Merkel contre insoumis", en référence au mouvement La France insoumise. "Un grand nombre d'électeurs, parmi l'électorat qui s'est porté sur MM. Fillon, Dupont-Aignan et même Mélenchon, sont sensibles à une ou plusieurs des thématiques que nous développons", s'est félicité M. Bay dans une note interne pour les législatives que l'AFP s'est procurée. "C'est parmi cette masse électorale (...) que nous avons d'énormes marges de progression", a-t-il ajouté.

Marion Maréchal-Le Pen a toutefois reconnu qu'elle "comptait" sur les électeurs de M. Mélenchon au second tour de la présidentielle : "Ils peuvent trouver satisfaction dans notre doctrine, qui remet l'homme au cœur de l'économie", a-t-elle estimé dans Famille chrétienne. "Je crois qu'Emmanuel Macron est un danger civilisationnel !", a-t-elle ajouté.

Quant à Sens Commun, Mme Maréchal-Le Pen a accusé le mouvement issu de La Manif pour tous de "mauvaise foi" : "C'est dommage de la part d'un jeune courant politique très prometteur", a-t-

elle estimé, alors qu'il a refusé dimanche de soutenir Marine Le Pen au second tour.



A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU